BULLETIN INTERNATIONAL RÉVOLUTION BRÉSILIENNE

Édition #09 Février/2021

URC
UNIÃO RECONSTRUÇÃO COMUNISTA

UNE CRISE POLITIQUE PERSISTANTE PARMI LES CLASSES DOMINANTES BRÉSILIENNES

À la suite de la crise capitaliste persistante au niveau mondial et local, la situation nationale brésilienne a été marquée par un intense conflit entre les classes réactionnaires. En 2018, bien que les différentes fractions des classes dominantes brésiliennes se soient unifiées autour de la candidature de Jair Bolsonaro, cela ne signifierait pas qu'après avoir vaincu électoralement la candidature de Fernando Haddad, du réformateur « Parti des Travailleurs » ne retomberont pas dans des querelles fratricides qui avaient déjà lieu sous les gouvernements de Dilma Rousseff et Michel Temer.

Après la fin de l'aide d'urgence à la fin de 2020, Jair Bolsonaro observe déjà sa popularité fondre, et craint ainsi le reflet que cela pourrait avoir dans les élections présidentielles de 2022. Pour contre-attaquer cette tendance, il a fait des déclarations démagogiques par le retour de l'aide d'urgence, en désaccord avec son ministre de l'économie, Paulo Guedes, qui voit de façon négative le retour de l'aide, même s'il prend l'opportunité comme artifice d'imposer au peuple brésilien son agenda néolibéral. En janvier 2021, Jair Bolsonaro a été menacé d'une nouvelle grève des camionneurs. Mais avec des bureaucrates syndicaux de droite et des dirigeants d'associations d'entreprises de transport, il est parvenu à vider la grève de sa substance en promettant de réduire les prix du carburant et d'augmenter les prix du fret routier. Cette promesse est cependant impossible à réaliser dans les conditions de la politique de prix pro-impérialiste prévalant dans l'entreprise d'État PETROBRAS (Petróleo Brasileiro S.A.), qui favorise l'importation de moyens de production des pays impérialistes. Le 19 février, Bolsonaro a licencié Roberto Castello Branco, alors président de PETROBRAS, et a désigné le général réactionnaire Joaquim Silva e Luna pour le remplacer. De nombreux éléments indiquent que Bolsonaro veut changer la politique des prix de PETROBRAS pour sauver sa peau et, en outre, maintenir la perspective de l'avancée des militaires fascistes au sein de l'État brésilien.

Par un discours encore plus démagogique, Bolsonaro a déclaré avoir une « vision sociale » de la politique des prix de PETROBRAS.

Cependant, Bolsonaro ne pourra pas sauver son cou sans intensifier davantage les querelles entre les réactionnaires. Depuis le 19 février, les actions de PETROBRAS se sont effondrées de 15,15 % et les actionnaires n'ont pas apprécié ces déclarations.

Le peuple brésilien doit prendre les querelles entre les réactionnaires comme une occasion d'avancer dans ses propres luttes.

DOCUMENTAIRES ET FILMS SUR LA RÉALITÉ BRÉSILIENNE. Comme nous l'avons signalé dans notre première édition, lancée en juin 2020, le Bulletin International Révolution Brésilienne est une publication mensuelle, présidée par l'Union Reconstruction Communiste (URC) qui a pour objectif de conformer un réseau international de solidarité aux luttes du peuple brésilien et aux perspectives de reprise de la Révolution Brésilienne, informer les amis du peuple brésilien à l'étranger sur les traits de la société brésilienne et sur la façon dont son peuple a lutté contre l'impérialisme et les classes réactionnaires locales. Pour atteindre l'objectif proposé par le Bulletin International Révolution Brésilienne, l'URC a écrit des articles sur différents thèmes de notre réalité. Pour approfondir ce travail, nous avons pris l'initiative de traduire, pour les langues anglaise et espagnole, des sous-titres de documentaires sur la réalité brésilienne et les luttes de notre peuple, et de les reproduire à partir de la présente édition du Bulletin. Le lecteur pourra les vérifier à la page 7 de chaque édition.

Sur le néolibéralisme et ce que l'on appelle « l'autonomie » de la Banque Centrale

Au milieu de l'un des moments les plus critiques de la crise sanitaire, économique et sociale affrontée par le Brésil, la Chambre des Députés a approuvé d'urgence le Projet de Loi Complémentaire à « l'autonomie » de la Banque Centrale. Le 24 février, Jair Bolsonaro a approuvé le Projet de Loi.

Le principal changement, avec l'approbation de ce projet, est que le Gouvernement Fédéral n'aura plus la prérogative de démissionner et de désigner le président de la Banque Centrale et les huit autres directeurs de l'institution. Le projet établit également que l'objectif fondamental de la Banque Centrale est « d'atteindre les objectifs d'inflation », d'assurer la « stabilité du système financier » et de promouvoir les investissements et le plein emploi.

Selon le discours des soi-disant économistes orthodoxes, idéologues du néolibéralisme, ce changement serait bénéfique parce qu'il exclurait la possibilité d'ingérence politique dans la Banque Centrale et permettrait de prendre les décisions sur la politique monétaire d'un point de vue « technique ».

En réalité, cela exclut seulement la possibilité pour le Gouvernement Exécutif Fédéral d'opérer des changements dans la politique monétaire en fonction des besoins du pays, et livre toutes les décisions aux acteurs des marchés financiers - ceux qui occupent les sièges de la table de la Banque Centrale sont invariablement des personnes ayant une longue trajectoire sur le marché financier et des institutions privées, comme les actionnaires ou les hauts fonctionnaires.

Un autre changement fait par le projet est la permission, par la Banque Centrale, d'ouvrir des comptes en dollars sur le territoire national. Des changements ont également été apportés pour faciliter le maintien des devises étrangères par les exportateurs. Ces mesures diminuent la capacité des Brésiliens à assurer la souveraineté sur leur politique monétaire, facilitent la fuite des devises vers l'extérieur et rendent le pays plus vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux.

Ces changements, profondément antinationaux et antipopulaires, unifient toutes les fractions des classes réactionnaires qui se disputent actuellement la gestion de l'État brésilien, de la droite soi-disant plus traditionnelle et « civilisée » jusqu'à le gang fasciste de Jair Bolsonaro et les différents groupes qui forment le consortium qui soutient son gouvernement. En dépit de leurs différences quant à la manière dont ils doivent conduire le démantèlement du pays et la répression du peuple, ils ne divergent pas sur le fond : ce sont tous des serviteurs des monopoles étrangers, des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie locale.

Pas en avant dans la privatisation de la Banque du Brésil

Comme il est courant dans l'histoire des privatisations brésiliennes au cours des trente dernières années, les gouvernements successifs ont pris des mesures pour étouffer les services offerts par les entreprises d'État et ouvrir ainsi la voie à une privatisation ultérieure.

Dans l'alignement total avec les objectifs pro-business du gouvernement de Jair Bolsonaro, le corps directeur de la Banque du Brésil a annoncé, en janvier 2021, une "restructuration" de la société, qui n'est rien d'autre qu'un « Plan de Démission Volontaire » (PDV) qui vise à retirer 5000 employés de leur personnel et à fermer 361 unités de service bancaire dans tout le pays. La mesure ne servira qu'à vendre des illusions d'une issue « avantageuse » pour les travailleurs qui adhèrent au plan de licenciement. En réalité, nous assisterons à une détérioration des conditions de travail et à une exploitation encore plus intensive des employés des banques.

Une autre conséquence prévisible, liée à la fermeture des services bancaires, en particulier d'agences, est le manque de soins à la population, surtout dans les petites villes et dans les régions éloignées du sud et du sud-est du Brésil.

Les seuls à en tirer profit sont les actionnaires et les directeurs de la banque, qui auront des bénéfices encore plus élevés qu'en 2019, qui ont atteint 18,6 milliards (R $), 41 % de plus qu'en 2018.

En réponse aux attaques contre cette entreprise d'État, les travailleurs ont décidé d'arrêter, de protester contre les mesures prises par le gouvernement Bolsonaro et mises en œuvre par son subordonné, André Brandão. La paralysie des employés de la banque a eu lieu le 10 février.

Bolsonaro, voyant sa popularité s'effondrer dans les sondages d'opinion, aurait prétendument déclaré, au départ, son mécontentement face aux changements et même menacé de licencier Brandão. Cependant, Brandão reste en place et le PDV est sur le point d'atteindre son objectif de 5000 démissions.

En outre, lors d'une réunion ministérielle qui s'est tenue à huis clos en avril 2020, mais qui avait été rendue publique, Bolsonaro a fait part de ses préoccupations concernant les élections de 2022 et a déclaré qu'il ne discuterait de la privatisation de la banque qu'en 2021 – c'est-à-dire, ce point se trouve à l'horizon du président.

L'objectif de la privatisation est d'accomplir des tâches immédiates. Parmi celles-ci, le démontage de la Banque du Brésil, réalisé dans la présente étape par des démissions et la fermeture d'unités de service bancaire à la population. Ces changements visent à accroître la rentabilité de l'entreprise grâce à la réduction des dépenses, à l'entretien des espaces physiques et à une exploitation accrue des travailleurs, qui devront remplir les fonctions de ceux qui adhéreront au PDV. Cela crée un « environnement » favorable à la poursuite de la privatisation de la Banque du Brésil.

Le retour aux cours en face à face et les luttes des professionnels de l'éducation à São Paulo

Le 5 février, les professeurs de l'État de São Paulo ont tenu une assemblée au cours de laquelle ils ont approuvé le début d'une grève contre le retour aux cours en face-à-face, en raison des infections croissantes par Covid-19. La grève récemment menée par l'APEOESP (Syndicat des Professeurs de l'Enseignement Officiel de l'État de São Paulo) a débuté le 8 février, sous la devise « Écoles fermées, vies préservées ». Selon des données sous-estimées publiées il y a deux semaines par la secrétaire d'État à l'éducation, Rossieli Soares, les écoles de l'État de São Paulo (publiques et privées) ont enregistré, depuis le début de l'année, 741 cas confirmés d'infection par Covid-19.

Il n'est pas d'aujourd'hui que les enseignants paulistes sont soumis à des conditions de travail inadéquates. Dans le contexte actuel, cependant, sont des conditions impraticables : 15 jours consécutifs ont été accomplis avec la moyenne mobile de plus de 1000 décès par jour par Covid-19 au Brésil. À São Paulo, près de 70 % des lits des unités de soins intensifs sont occupés – la moyenne la plus élevée depuis mai de l'année dernière.

Dans la mesure où les enseignants retournent à la routine de travail, il n'y aura pas de risque de contamination seulement dans les salles de classe, mais aussi dans les déplacements effectués dans les transports publics des régions métropolitaines. Avec le retour des étudiants en personne, les conséquences seraient dévastatrices. Dans la municipalité de Campinas, par exemple, le collège Jaime Kratz, qui a ouvert ses cours en face à face le 25 janvier, a enregistré le 3 février environ 42 cas de Covid-19, et a dû fermer ses portes immédiatement après. En outre, cela s'est produit dans une école privée qui, selon ses responsables, opérait avec le roulette de 35 % des étudiants par jour et respectait tous les protocoles sanitaires. Mais ça n'a pas suffi à empêcher la propagation de Covid-19 dans cette école.

Le gouverneur João Doria et son "équipe" ne cachent pas leur programme de génocide. Ils se comportent comme de véritables bourreaux des travailleurs en soumettant au moins 160000 enseignants à risque dans les plus de 5000 écoles publiques paulistes.

La revendication des grévistes est de maintenir le travail à distance, comme cela s'est produit en 2020, en ne se rendant pas aux écoles et en ne participant pas aux cours en face à face, jusqu'à ce que tous les professionnels soient vaccinés. Ils sont aussi en faveur des vies qui seront certainement perdues dans un éventuel retour à l'école en face à face. La grève a donc des revendications de forte appel populaire, que nous devons soutenir et répercuter afin de faire adhérer d'autres secteurs du prolétariat et de renforcer le mouvement gréviste.

LUTTES DE CLASSES DANS LES ZONES RURALES BRÉSILIENNES EN JANVIER ET FÉVRIER 2021

Loin des grands conglomérats médiatiques, le début de 2021 a été marqué par la continuité de la politique génocidaire des réactionnaires envers les paysans et les peuples originaires du Brésil. Au milieu de cette offensive réactionnaire, les masses ouvrières rurales brésiliennes ont également mené des actions de résistance.

Le 14 janvier 2021, le gouvernement Bolsonaro a abaissé un décret autorisant le maintien de la Force Nationale de Sécurité Publique, pour 45 jours, dans les municipalités de Dourados e Caarapó, État du Mato do Grosso do Sul, région Centre-Ouest du Brésil. Ces communes sont en grande partie habitées par la minorité nationale Guarani-Kaiowá, dont la grande majorité des territoires ancestraux sont envahis par les agroindustriels et les grands propriétaires terriens qui mènent l'agriculture capitaliste pour la production de cultures commerciales de soja et de canne à sucre et l'élevage du bétail. Le maintien de la Force Nationale dans ces municipalités révèle l'intention de l'État brésilien de sauvegarder les intérêts des oligarchies rurales et de réprimer la lutte du peuple Guarani-Kaiowá pour revendiquer et reprendre ses terres d'origine.

Dans l'État du Piauí, région Nord-Est du Brésil, le 14 janvier 2021, des policiers militaires ont envahi le village de Morro D'Água, dans la municipalité de Baixa Grande do Ribeiro, avec l'intention d'expulser les habitants de la minorité nationale Gamela. Ce n'est que le cinquième jour d'attaques que le pouvoir judiciaire de l'État du Piaui a suspendu l'expulsion. Il faut tenir compte du fait que cette expulsion bénéficie directement à des capitalistes étrangers qui usurpent des terres dans cette région pour cultiver du soja et d'autres cultures commerciales.

À Rondônia, dans la région Nord brésilienne, la police militaire a tenté de conduire, le 4 février 2021, l'expulsion de plus de 380 familles paysannes (environ 1500 personnes) du « Projeto de Assentamento Alta Floresta », qui a commencé en 1992 sur la Ferme Amorim, une grande propriété improductive d'environ 20000 hectares. Une telle expulsion profiterait directement à l'usurpateur et ancien sénateur Ernandes Santo Amorim. Bien que le Ministère Public Fédéral ait souligné la nature illégale de l'opération, la police militaire a néanmoins renversé plusieurs maisons et incendié les outils de travail des agriculteurs.

Mais les agriculteurs brésiliens ont également mené leurs luttes. Le 1 février, quelque 150 familles paysannes ont occupé le Fazenda Santa Rosa, dans la municipalité de Frei Inocêncio, État de Minas Gerais, région Sud-Ouest du Brésil. Dans l'État d'Alagoas, Nord-Est du Brésil, les familles paysannes du camp Marielle Franco, dans la municipalité d'Atalaia, ont bloqué le 22 février l'autoroute BR-316 pour dénoncer la tentative de la préfecture de les expulser des terres qu'ils occupent.

Les lois néocoloniales frappent les souverainetés nationales et alimentaires du peuple brésilien

Peindre le colonialisme aux couleurs de la modernité est une vieille pratique des impérialistes et des réactionnaires brésiliens.

Il y a cinq ans, juste après l'impeachment de Dilma Rousseff, le ministre de l'agriculture Blairo Maggi, un magnat du soja, avait l'habitude de déclarer que le fait que les fermiers et les agroindustriels brésiliens n'aient pas la possibilité de céder leurs terres en garantie les empêchait de contracter des emprunts auprès d'institutions financières internationales. Au cours de cette période, le Projet de Loi 4059/2012, qui autorisait l'achat et la location, respectivement, de jusqu'à 100000 hectares de terres agricoles par des personnes physiques ou juridiques étrangères au Brésil, était en cours de discussion. Blairo Maggi et d'autres réactionnaires soutenaient qu'un tel projet de loi résoudrait le « problème de financement de l'agriculture brésilienne », réaliserait une « modernisation » dans les zones rurales et permettrait au Brésil d'entrer dans l'OCDE. Il est important de souligner que des pays comme le Congo, la Palestine et d'autres, dans la mesure où leurs terres ont été envahies par des puissances étrangères, n'ont pas connu la modernisation, mais le colonialisme et le sous-développement. Au contraire, des pays comme les États-Unis et la Chine, qui ont réellement traversé la modernisation, protègent rigoureusement leurs terres du contrôle étranger.

À la fin de 2020, le Sénat Fédéral a approuvé le projet de loi 2963/2019, qui autorise l'acquisition de 25% des terres des municipalités brésiliennes par des étrangers. Le projet de loi reste soumis au vote de la Chambre des Députés.

Face à une éventuelle possibilité de céder les terres à un propriétaire étranger, un fermier brésilien peut emprunter quelques centaines de millions, voire des milliards de dollars auprès d'institutions financières étrangères. Ils pourront alors réduire cet argent à la consommation parasitaire, ou ne dépenser que des parcelles minoritaires des prêts à la production effective, s'il garantit des étendues de terres de quelques dizaines de milliers d'hectares. Cette loi n'aura donc pour conséquence que la consommation parasitaire et l'intensification de la tendance à l'expansion de l'accaparement des terres et des grandes propriétés improductives. Entre 2003 et 2013, selon les données de l'Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire (INCRA), les grandes propriétés rurales improductives ont augmenté leur superficie de 133 millions d'hectares à 228 millions d'hectares au Brésil.

Les révisionnistes et réformistes du « Parti Communiste du Brésil » (PCdoB) et du « Parti Démocratique Travailliste » (PDT) ont eu tort de considérer les propriétaires terriens comme des « nationalistes » et à répandre l'illusion que les propriétaires terriens pourraient s'opposer au gouvernement de Jair Bolsonaro, pour la seule raison que ce dernier a eu des problèmes diplomatiques avec des pays comme la Chine, l'Arabie Saoudite, la Russie et d'autres, qui sont importateurs de la production rurale brésilienne.

Depuis la fin de 2020, l'opposition parlementaire et les mouvements de masse de l'État du Rio Grande do Sul, région sud du Brésil, ont lutté contre l'approbation du Projet de Loi 260/2020, qui permet à l'État d'importer des pesticides interdits dans leur pays d'origine. Le Rio Grande do Sul est le seul État brésilien qui, jusqu'à présent, interdit cette pratique. Dans le reste du Brésil, cependant, les conglomérats capitalistes étrangers réalisent des profits excessifs en vendant, à prix de monopole, des pesticides interdits dans leurs pays d'origine, ce qui préjuge gravement à la santé des Brésiliens et aux conditions de travail des salariés ruraux.

DOCUMENTAIRES

Dans **« Tucuruí - La Saga d'un Peuple »**, produite par le « Mouvement des Touchés par les Barrages » (MAB), nous suivons la situation vécue par la population touchée par la construction de la Centrale Hydroélectrique de Tucuruí, dans l'État du Pará, région Nord du Brésil, construite sur le fleuve Tocantins entre 1974 et 1985 par le régime militaire-fasciste qui gouvernait le Brésil à l'époque. Installé pour répondre aux intérêts de l'industrie de l'aluminium japonaise et américaine, la construction et le fonctionnement du barrage sont un martyre pour les populations autochtones, qui ont dû faire face à la perte de leurs terres et de leurs moyens de subsistance, avec les maladies induites par l'impact environnemental, avec la violence de la part de l'État brésilien et l'exploitation imposée par les multinationales pour assurer leurs profits exorbitants.

« Câmera Record dénonce le travail esclave dans les régions productrices de cacao au Brésil » Au Brésil, le terme « travail esclave » est généralement utilisé pour désigner des formes d'exploitation pré-capitalistes ou des formes plus en retard d'exploitation capitaliste. En 2019, le conglomérat de presse bourgeois Record a produit des documentaires mettant en évidence l'exploitation pré-capitaliste des plantations de cacao dans notre pays, en particulier dans les États de Bahia et du Pará. Bien que d'un point de vue bourgeois et paternaliste, le documentaire souligne des traits importants des relations de production en vigueur dans les zones rurales brésiliennes, ainsi que sur la façon dont ces relations de production retardées déterminent les conditions de vie dégradantes des paysans pauvres et des salariés ruraux. Ceux qui souhaitent mieux comprendre les questions agraires au Brésil trouveront dans ces documentaires une bonne source de réflexion.